

Michel Roche
Consultant
Paris, le 30 mars 2012

Positions des candidats à l'élection présidentielle, sur l'avenir de la relation avec la Méditerranée

Lors d'un petit déjeuner organisé par IPEMED à l'Académie diplomatique à Paris le 30 mars, Henri Guaino, Vincent Peillon et le Sénateur Pozzo di Borgo ont été invités à présenter la position de leurs partis sur l'avenir de la relation avec la Méditerranée. Alors que la question ne figure pas parmi les thèmes de la campagne présidentielle cette rencontre était d'autant plus attendue.

Pour introduire le débat Jean Louis Guigou a évoqué six questions auxquelles le prochain gouvernement devra répondre : quel avenir pour l'UpM et le secrétariat de Barcelone? Les projets de l'UpM restent-ils valables pour les gouvernements qui ont succédé aux gouvernements dictatoriaux ? 2012 sera la troisième année de récession les pays du sud de la Méditerranée quel sera l'impact? Quelle place pour le 5+5 ? Quelle organisation pour les investissements ? Quel lien avec la situation en Afrique sub-saharienne ?

H. Guaino a rappelé que l'UpM a instauré une logique de partenariat avec pour objectif des projets concrets et reposant sur une dimension multilatérale, afin de répondre aux insuffisances de l'approche bilatérale du processus de Barcelone. La mise en place d'organismes paritaires avec la création d'un secrétariat et d'une co-présidence constituent des résultats à porter au crédit de l'UpM. En dépit des difficultés aucun pays n'est sorti de l'UpM ; il faut donc poursuivre dans cette voie qui représente la seule réponse possible pour notre relation avec l'ensemble des partenaires méditerranéens; d'ailleurs les projets avancent. A l'avenir il sera nécessaire de reprendre le projet de Banque méditerranéenne qui avait été porté par la France; l'extension du domaine d'action de la BERD constitue une première étape. Une union euroméditerranéenne de l'Energie se met en place de manière pragmatique, notamment avec MEDGRID.

Le Sénateur Pozzo di Borgo a souligné la profondeur de la barrière sociale et culturelle qui sépare le nord du sud de la Méditerranée. Le Maghreb constitue un partenaire incontournable et l'Europe devra trouver une formule pour coopérer avec lui, car l'UpM n'est pas efficace et le cadre intergouvernemental créé un problème. Mais sur le fond, c'est la Russie qui doit constituer la véritable priorité. Il faut en tout cas multiplier les échanges avec le Maghreb.

Pour Vincent Peillon les aspects économiques et sociaux ont été déterminants dans les révolutions arabes, aussi le développement économique constitue-il aujourd'hui la question essentielle. Le PS ne reviendra pas sur les institutions existantes y compris l'UpM. La région constituera une « priorité » pour le nouveau gouvernement sur le plan économique mais également géostratégique. L'Europe s'est montrée désorganisée et faible, mais les analyses ont évolué chez nos partenaires ; « L'Europe ne s'en sortira pas sans un Plan Marshall pour la Méditerranée ». Il faudra reprendre la question de la Banque Euromed ; le projet de communauté euro-méditerranéenne de l'énergie ; ainsi que la relation avec la Turquie. Il faudra aussi tenir compte des nouveaux acteurs dans la région : Chinois et également pays du Golfe dont les capacités de financements seront indispensables.

Même si le temps imparti à la réunion n'a pas permis d'entrer dans les détails, on peut retenir que la Méditerranée est bien appelée à constituer une priorité du prochain gouvernement, pour l'UMP comme pour le PS. L'Union pour la Méditerranée a tenu une place importante dans la discussion, ce qui n'est pas surprenant compte-tenu de la présence de son principal artisan lors du débat ; mais au PS comme à l'UMP on se déclare d'accord pour maintenir l'acquis institutionnel, même si V. Peillon

souligne le nécessaire réexamen du processus. A retenir également l'accent mis sur la question des procédures de financement.

Le 5+5 a été évoqué rapidement, tout comme l'intégration du Maghreb à travers la relance de l'UMA. Ceci n'est pas vraiment surprenant dans un contexte où la politique étrangère est absente de la campagne présidentielle. Toutefois, absence de prise de position ne veut pas dire jugement négatif ; la question reviendra d'elle-même dès lors que la nécessité de définir une politique méditerranéenne s'imposera au nouveau gouvernement sur fond de confirmation fort probable de la dynamique d'intégration maghrébine.